



RAPPORT **D'ORIENTATIONS** **BUDGÉTAIRES** **2025**

27/02/2025

Préambule

- ▶ Le Débat d'Orientation Budgétaire (DOB) est une étape obligatoire dans le cadre de l'élaboration budgétaire. Il intervient préalablement au vote du Budget Primitif (BP) à une date qui ne peut être celle du jour du vote du BP.
- ▶ Conformément aux articles L.2312-1, L.3312-1 et L.5211-36 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), le président présente au conseil communautaire, dans un délai de dix semaines précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette.
- ▶ Le rapport comporte en outre (pour les CC de plus de 10 000 habitants) « l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail ».
- ▶ Le ROB est un document de synthèse. Ce document n'a pas de caractère décisionnel mais doit néanmoins faire l'objet d'une délibération.

Préambule

Le ministère de l'aménagement du territoire, de la ruralité et des collectivités territoriales a précisé le 18/10/2016, en réponse à la question écrite n°94427 :

« (...) Il est **pris acte du débat d'orientation budgétaire par une délibération de l'assemblée délibérante** en vertu de l'article L. 2312-1 du CGCT tel que modifié par l'article 107 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République. Une telle délibération, bien qu'elle se limite à prendre acte de la tenue du débat d'orientation budgétaire, **doit faire l'objet d'un vote de l'assemblée délibérante**. (...) Ainsi, par son vote, l'assemblée délibérante prend acte de la tenue du débat sur la base d'un rapport ce qui a pour effet de constater aussi l'existence du rapport. **La délibération fait apparaître la répartition des voix à l'occasion du vote**, dans les conditions du droit commun.

➔ **Le contexte économique dans lequel intervient le ROB 2025**

➔ Le contexte national

➔ Le contexte local

➔ Les perspectives financières de la CCS

Le contexte économique

- Les prévisions macro-économiques de la loi de finances pour 2025 tablent sur une croissance à + 0,9 %, et une inflation qui s'établirait à + 1,4 % (la loi de finances 2024 prévoyait un taux de 2,6 % qui s'est fixé finalement à 1,8%).
- En 2025, le solde public est prévu à 5,4% du PIB, prévu à 4,4 % du PIB dans la Loi de Finances 2024, il s'est établi à 6,1 %. Pour atteindre cet objectif de réduction du solde public, plusieurs mesures ont été mises en place, telles que des outils de suivi budgétaire inédits pour surveiller de près les dépenses et recettes, le contrôle des dépenses, des mesures fiscales et la réduction des niches fiscales. A l'horizon 2027, le solde de la France est prévu de revenir sous le seuil des 3% du PIB avec une estimation de 2,7% du PIB. Cette trajectoire pluriannuelle des finances publiques est celle prévue dans le projet de loi de programmation des finances publiques (PLPFP 2023-2027).
- A la fin du 3^{ème} trimestre 2024, le ratio de dette rapporté au PIB s'établissait à 113,7 % du PIB. Il est estimé à 112,5 % dans la loi de Finances 2025.

➡ Le contexte économique dans lequel intervient le ROB 2024

➡ Le contexte national

➡ Le contexte local

➡ Les perspectives financières de la CCS

Loi de finances 2025

- La dotation globale de fonctionnement (DGF) augmentera de 150 millions d'euros en 2025, et est prévue à 27,4 milliards d'euros. Cette augmentation est prise sur la DSIL et la DETR.
- Gel de la TVA affectée aux collectivités pour compensation de la TH, figée au niveau 2024. La reconduction des montants de l'année 2024 de l'enveloppe de TVA ne devrait pas être pérennisée dans le temps puisqu'elle se fera "exceptionnellement en 2025".
- Maintien du dispositif initial du FCTVA
- La loi de finances instaure l'obligation pour les collectivités et les groupements de plus de 3 500 habitants de se doter d'un « budget vert », c'est-à-dire un document budgétaire présentant l'impact environnemental de leurs dépenses. A compter de l'exercice 2025 (comptes produits en 2026), il faut obligatoirement compléter l'axe 1 et 6 pour l'ensemble des dépenses réelles d'investissement exécutées (hors remboursement en capital des annuités d'emprunt) des budgets principaux et annexes appliquant les instructions budgétaires M4 et M57. L'annexe environnementale peut être produite à l'appui de tous les documents budgétaires sur la base des montants inscrits au budget. En revanche, elle n'est obligatoire qu'à l'appui du CFU.
- Les collectivités de plus de 3 500 habitants ont aussi désormais la possibilité "d'identifier et isoler" la part de leur endettement consacrée à financer des investissements concourant à des objectifs environnementaux, ce que l'on appelle couramment la "dette verte".

Loi de finances 2025

LE DISPOSITIF « DILICO »

- Dispositif qui consiste à verser un fonds à l'Etat qui reverse par la suite 90 % du montant
- 500 M€ de contributions par les communes et les EPCI → pour l'instant les collectivités concernées ne sont pas identifiées
- 2% maximum des Recettes Réelles de Fonctionnement (après retraitement de certaines recettes)

LA FISCALITE

- Les valeurs locatives servant au calcul des bases TF, TH et CFE seront revalorisées de + 1,7 % (3,9 % en 2023 et 7,1 % en 2022)
- Le gouvernement a modifié sa politique sur la suppression de la CVAE :
 - Gel des taux de la CVAE :** Les taux de la CVAE de 2024 sont gelés pour les années 2025 à 2027. Cela signifie que les taux d'imposition resteront les mêmes qu'en 2024.
 - Report de la suppression de la CVAE :** Initialement prévue pour 2027, la suppression de la CVAE est reportée à 2030. Cette décision vise à donner plus de temps aux entreprises pour s'adapter à ce changement fiscal.
 - Hausse de la taxe additionnelle :** Le taux de la taxe additionnelle à la CVAE est porté à 13,84 % du montant de la CVAE pour l'année 2025, contre 9,23 % en 2024,

Cela ne devrait pas avoir d'incidence pour les collectivités qui ne perçoivent plus de CVAE depuis 2023 mais une fraction de la TVA nationale égale à la moyenne quadriennale de leur CVAE 2020 / 2023.

Loi de finances 2025

- **THRS/CFE** : les logements secondaires, qu'ils soient utilisés à titre personnel, partiel ou en totalité, ou totalement loués seront soumis, soit à la THRS, soit à la THRS+CFE, soit uniquement à la CFE.

FONDS VERT

- Le fonds vert subit une réduction significative par rapport à 2024. L'enveloppe allouée au fonds vert passe de 2,5 milliards d'euros en 2024 à environ 1,15 milliard d'euros en 2025. Cette baisse s'inscrit dans une logique de réduction des dépenses publiques, malgré les besoins croissants en matière de transition écologique.

FPIC

- Le montant du volume global du FPIC est définitivement fixé à 1 Md€, enveloppe en vigueur depuis 2016.
- La condition d'éligibilité liée à l'effort fiscal de l'ensemble intercommunal (celui-ci est dit "agrégé") est supprimée. Depuis 2016, l'effort fiscal devait être supérieur à 1. Sans cette mesure, de nombreux ensembles intercommunaux perdraient le bénéfice du FPIC dans les prochaines années. Une autre mesure met en place une garantie de sortie progressive de l'éligibilité au reversement du FPIC sur 4 années (90%, 70%, 50% puis 25% du reversement perçu l'année précédant la perte d'éligibilité).
- Aucune donnée individuelle pour la CC Sundgau ne sera disponible avant mai 2025 (après le vote du BP 2024).
- Pour rappel, en 2016, le montant consolidé du FPIC prélevé était de 362 750 €.

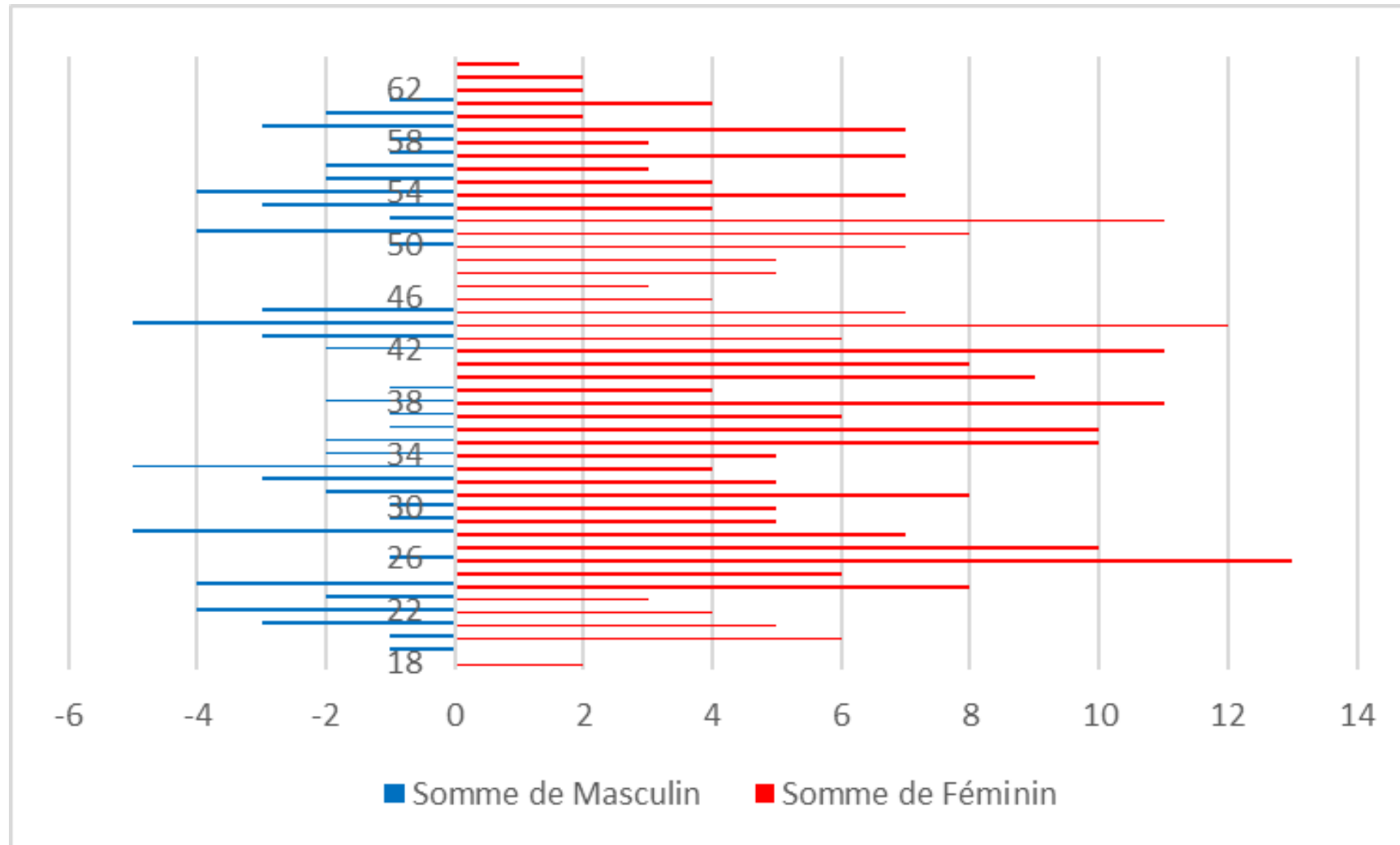
➡ Le contexte économique dans lequel intervient le ROB 2020

➡ Le contexte national

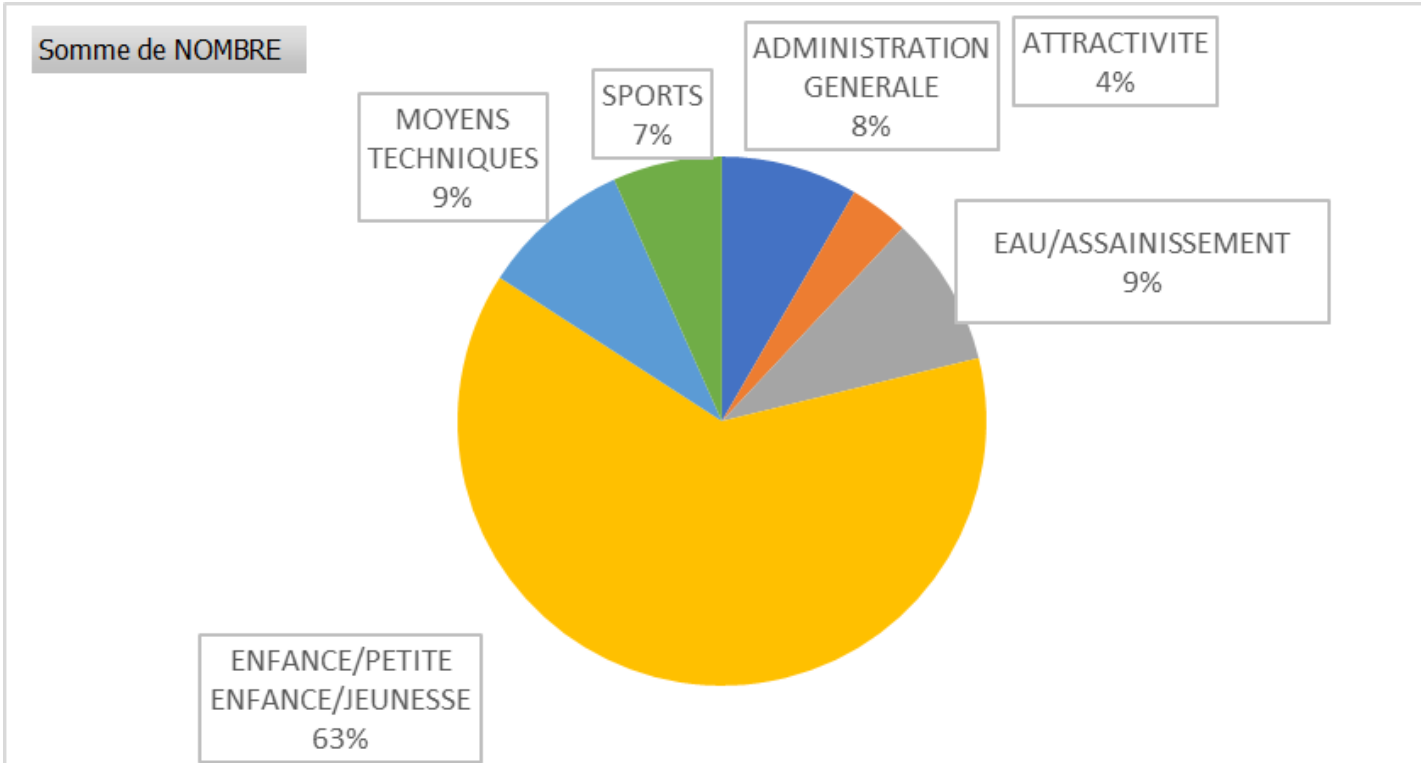
➡ **Le contexte local**

➡ Les perspectives financières de la CCS

Les effectifs au 1/1/2025



NB D'AGENTS PAR POLE

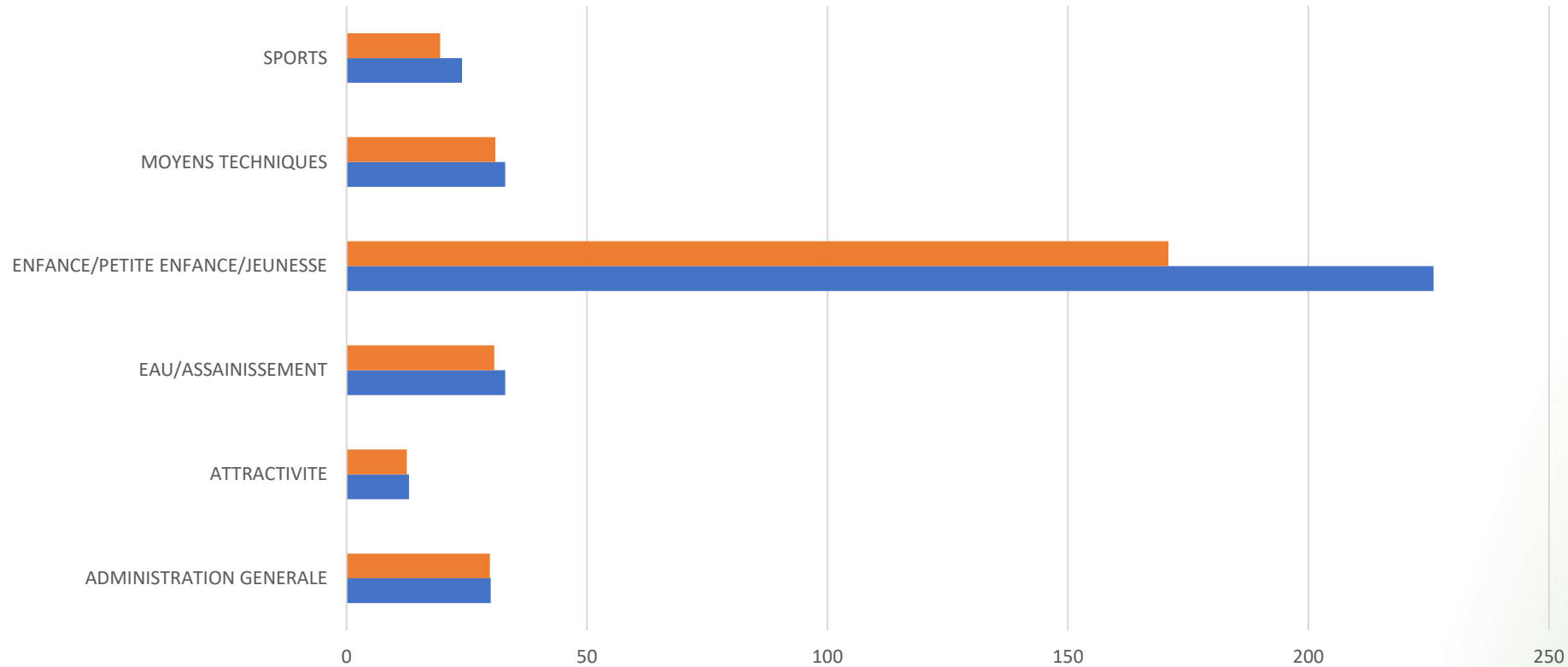


ANNEE	NB HEURES EFFECTUEES
2017	265 766,44 h
2018	301 134,62 h
2019	354 793,69 h
2020	359 632,00 h
2021	339 887,40 h
2022	375 488,86 h
2023	456 385,99 h
2024	543 792,17 h

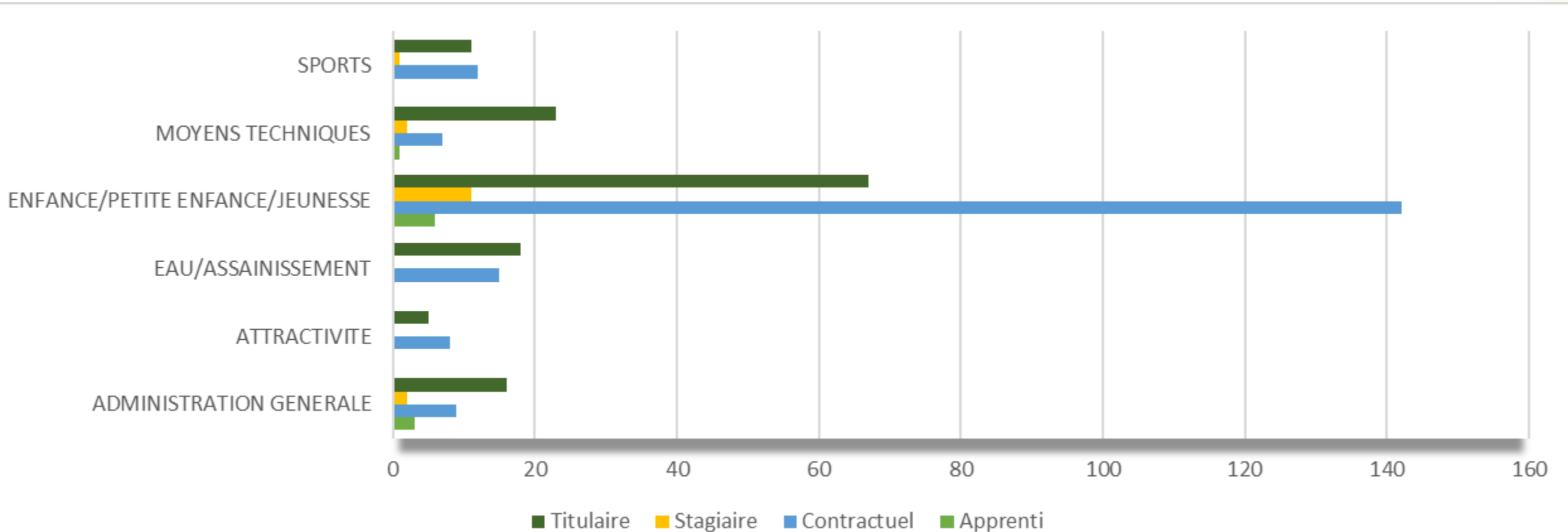
2024 : 359 agents permanents, 298,69 ETP et 454 dossiers traités.

Agents/Equivalents TP

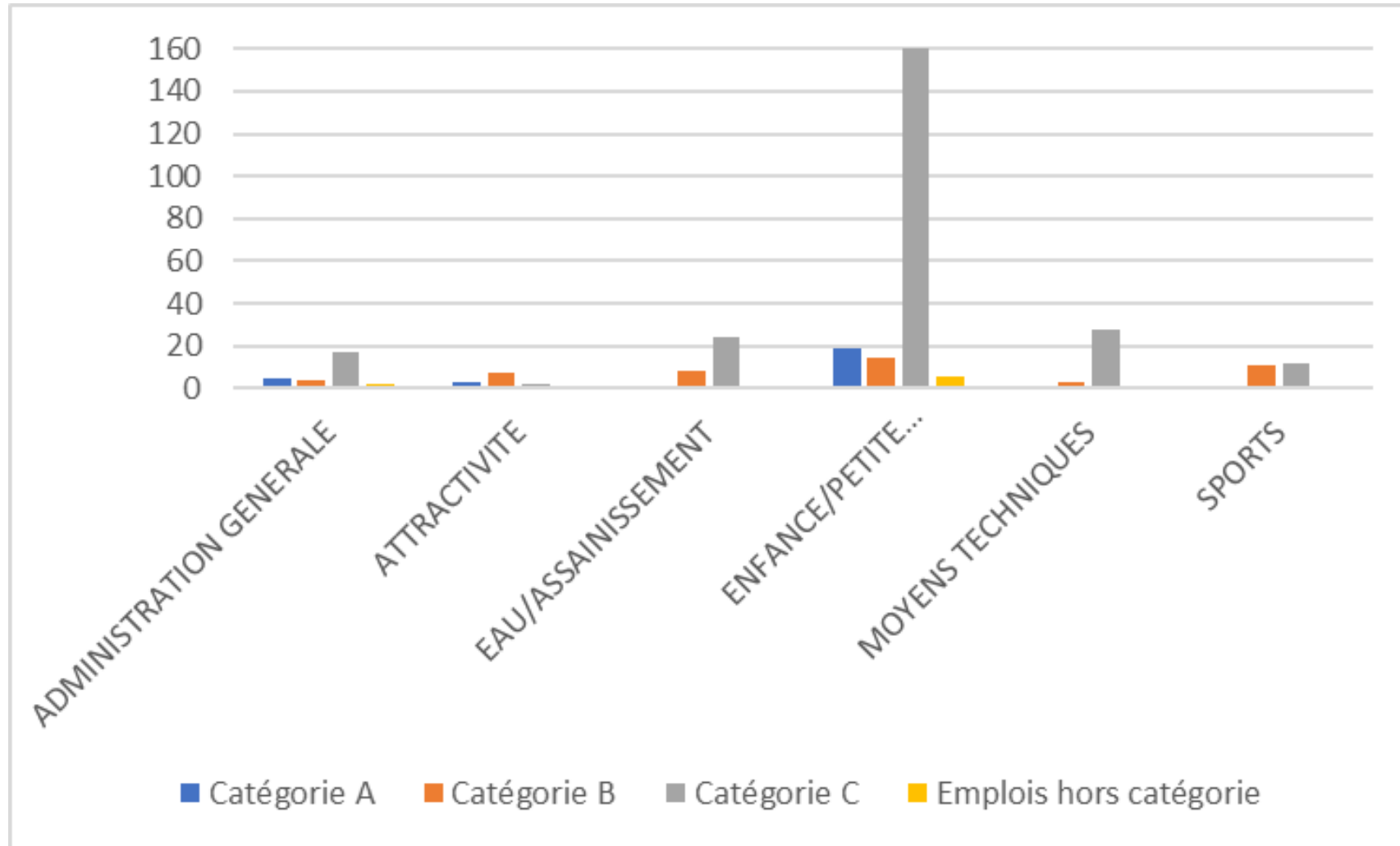
ETP / NB D'AGENTS



Répartition par statut



Répartition par catégorie



La rémunération

Nature	Libellé	Total	Total
		Budget	Mandats
6215	PERSONNEL AFFECTE PAR LA COMMUNE MEMBRE DU GFP	10 091,00	3 628,23
6218	AUTRE PERSONNEL EXTERIEUR	28 648,00	238 359,40
6332	COTISATIONS VERSEES AU F.N.A.L.	38 983,31	38 238,09
6336	COTISATIONS AU CNFPT ET AU CENTRE DE GESTION DE LA	178 703,16	175 100,42
64111	REMUNERATION PRINCIPALE	3 902 552,27	3 175 203,60
64112	SUPPLEMENT FAMILIAL DE TRAITEMENT ET INDEMNITE DE	57 214,75	57 889,57
64113	NBI	39 776,52	38 744,85
64118	AUTRES INDEMNITES	1 120 448,68	1 088 309,46
64131	REMUNERATIONS	4 175 250,57	4 168 962,17
64132	SUPPLEMENT FAMILIAL DE TRAITEMENT ET INDEMNITE DE	34 803,73	36 356,70
64138	PRIMES ET AUTRES INDEMNITES	5 056,00	8 830,50
6417	REMUNERATIONS DES APPRENTIS	129 013,16	126 435,31
6451	COTISATIONS A L' U.R.S.S.A.F.	1 879 761,42	1 857 254,58
6453	COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITES	1 137 690,95	1 095 223,22
6454	COTISATIONS AUX A.S.S.E.D.I.C.	169 740,05	169 459,13
6455	COTISATIONS POUR ASSURANCE DU PERSONNEL	44 638,04	194 561,68
6458	COTISATIONS AUX AUTRES ORGANISMES SOCIAUX	11 367,47	39 655,17
64731	VERSEES DIRECTEMENT	24 540,44	14 115,72
6475	MEDECINE DU TRAVAIL, PHARMACIE	53 791,38	46 925,00
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	13 042 070,90	12 573 252,80

ANNEE	FRAIS DE PERSONNEL
2018	6,445 M€
2019	7,596 M€
2020	7,833 M€
2021	8,159 M€
2022	9,403 M€
2023	10,963 M€
2024	12,573 M€

Budget général

- ➡ Le contexte économique dans lequel intervient le ROB 2020
- ➡ Le contexte national
- ➡ Le contexte local
- ➡ Les perspectives financières de la CCS – BUDGET GENERAL

FONCTIONNEMENT : 2025

DEPENSES

- Augmentation de la cotisation SDIS
- Remplacement de la flotte de mini-bus et passage de l'ensemble en location (+ 135 k€)
- PLPDMA
- Augmentation du gaz (+50 k€)
- Augmentation de l'électricité (+20 k€)

RECETTES

- Augmentation des bases de la fiscalité de 1,7 % (+ 70 k€)
- Baisse de l'amortissement des subventions

Evolutions RH 2025

FONCTIONNEMENT

- Campagne de promotions internes et avancements de grade
- Stagiairisations
- GVT + PPCR
- Augmentation CNRACL (+3 % --> +1,5% chapitre 012)
- Indemnisation de 90% des arrêts maladie (-0,6%)
- Maintien du remboursement des frais de transport à 75%

FONCTIONNEMENT

- Bonus attractivité pour les agents des multi-accueils
- Etude RPS
- SIGiste (en réflexion)
- Embauche de techniciens bâtiment

Evolution fiscalité

	BASES 2024 <i>pour information</i>	MAJORATI ON BASE	NOUVELLES BASES 2025 <i>Estimée</i>	TAUX 2024	PRODUITS EFFET BASES	TAUX	PRODUITS EFFET BASES ET TAUX
TFB	59 149 000	1,7	60 154 000	8,09 %	4 866 000	8,33 %	5 010 828
TFNB	2 196 000	1,7	2 233 000	32,42 %	724 000	33,39 %	723 939
TH	2 912 000	1,7	2 961 000	9,61 %	284 000	9,89 %	292 843
CFE	8 957 000	1,7	9 109 000	32,91 %	2 997 000	32,91 %	2 997 000
					8 871 000		9 024 610

Pour rappel en 2024 : 8 804 M€

AUGMENTATION DES TAUX : 3% → + 153 610 €

Evolution 2025

En M€	Réalisé + rattachement 2024	Prévisions 2025 (à périmètre constant)	Taux de variation maximum
Dépenses de fonctionnement	30,451 M€ 29,651 M€ retraité *	30,837M€	+ 4 %
Recettes de fonctionnement	31,440 M€	31,440 M€	0 %**

* Remboursement garanties d'emprunts retiré

** Le maintien s'explique par une recette rattachée non confirmée et l'augmentation de la fiscalité

INVESTISSEMENT : 2025

PROJETS EN COURS

- Piscine de Tagolsheim : ombrières et parking
- PLU intercommunaux
- Etudes pour la création de la ZAC de Carspach
- ALSH Muespach-le-Haut
- ALSH Oltingue
- MA Muespach-le-Haut
- Rénovation énergétique du Siège de la CCS

NOUVEAUX PROJETS

- Terrain de foot à Hirtzbach
- Chaufferie

L'endettement

En vertu du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), le Débat d'Orientations Budgétaires (DOB) doit intégrer les évolutions et caractéristiques de l'endettement de la commune.

► Encours de dette

L'encours de dette au 31 décembre 2024 était de **34 594 K€** (tous budgets confondus) dont 11 320 K€ au budget général.

La durée de vie résiduelle de la dette (durée restante à courir) est de **31,7 ans**.

► Structure de la dette

La charte de bonne conduite « Gissler » prévoit dans l'engagement n°3 (reprise dans la circulaire du 25 juin 2010) la classification des emprunts selon deux indicateurs : indice sous-jacents (de 1 à 6) traduisant la complexité de l'indice et structures des emprunts (de A à F) traduisant le degré de complexité et de dangerosité de la formule de calcul.

L'endettement

Les indices sous-jacents

Le taux d'intérêt d'un emprunt structuré est déterminé en fonction d'indices sous-jacents. Ces indices, qui peuvent être des taux ou encore des parités de monnaies, sont des valeurs qui fluctuent plus ou moins fortement dans le temps, conditionnant ainsi la variation du taux d'intérêt.

Ces indices sont classés de 1 à 5 en fonction de leur risque croissant :

1. **Indices zone euro** : il s'agit des taux d'échange interbancaire en zone euro (EURIBOR), des taux obligataires dans la zone euro, des CMS euro (*constant maturity swap*), du taux du Livret A, etc.
2. **Indices inflation française ou zone euro ou écarts entre ces indices** : il s'agit des indices retraçant l'évolution des prix en France, dans tout autre pays de l'union monétaire, ou des écarts entre ces indices (soustraction).
3. **Écarts d'indices en zone euro** : il s'agit de la différence entre deux indices classés (1). Par exemple, les produits de pente dont le taux est construit sur un différentiel de taux entre les taux longs et taux courts de la zone euro, du type CMS EUR 30 ans – CMS EUR 2 ans. Cette différence est communément appelée « spread » de taux.
4. **Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro (mais dans la zone OCDE)** : indice monétaires ou obligataire hors zone euro, type LIBOR (taux interbancaire pratiqué au Royaume-Uni), STIBOR, CMS GBP, CMS USD, etc. On retrouve également des écarts entre indices situés en zone euro et hors zone euro.
5. **Écarts d'indices hors zone euro (mais dans la zone OCDE)** : Il s'agit de la différence entre deux indices classés (4). Par exemple, les produits de pente hors zone euro de type CMS GBP 10 ans – CMS GBP 2 ans.

L'endettement

Les structures

Les prêts structurés sont la combinaison d'un produit bancaire classique et d'un ou plusieurs produits dérivés. La structure d'un prêt est la façon dont est construit le taux et apparaît généralement sous forme de formule dans les contrats qui traduit l'existence d'une option ou d'un instrument à terme. La structure peut également démultiplier les effets de la variation d'un indice.

Dans les cas les plus simples et les moins risqués, le taux est égal à la variation de l'indice auquel s'ajoute la marge de la banque, c'est le cas d'un taux variable simple. Certains contrats font cependant apparaître des formules complexes où la variation de l'indice doit être multipliée par 3, 5, voire davantage, pour obtenir le taux d'intérêt applicable. La variation du taux d'intérêt est alors plus que proportionnelle à la variation de l'indice.

A. Taux fixe simple / taux variable simple / échange de taux fixe contre taux variable et inversement / échange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique) / taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) : cette catégorie regroupe les emprunts à taux fixe, taux variable simple ainsi que les produits assortis d'instruments de couverture permettant d'échanger des taux à risque contre un taux fixe ou variable simple (swap) ou permettant de se couvrir vis-à-vis de l'évolution des taux (option telles que les cap, floor ou tunnel).

B. Barrière simple, pas d'effet de levier : un emprunt à barrière est un emprunt classique assorti d'une option dans lequel le taux est conditionné par la fluctuation de l'indice sous-jacent par rapport à un seuil fixé à l'avance (la barrière). La barrière est déterminée à l'avance dans le contrat de prêt et fait automatiquement basculer le taux sur la nouvelle structure ou le nouvel indice. Si, pendant la durée du contrat, l'indice franchit le seuil de la barrière (dans un sens ou dans un autre, selon les modalités du contrat), le taux d'intérêt passe sur une nouvelle indexation (généralement supérieure au taux du marché). Il s'agit le plus souvent de passer d'un taux fixe à un taux variable. Cependant, si un effet multiplicateur est également introduit, c'est-à-dire si le franchissement de la barrière conduit à une augmentation plus que proportionnelle du taux d'intérêt par rapport à l'indice sur lequel il est indexé, le produit structuré ne sera classé en B mais en D, E ou F6 (si multiplicateur supérieur à 5).

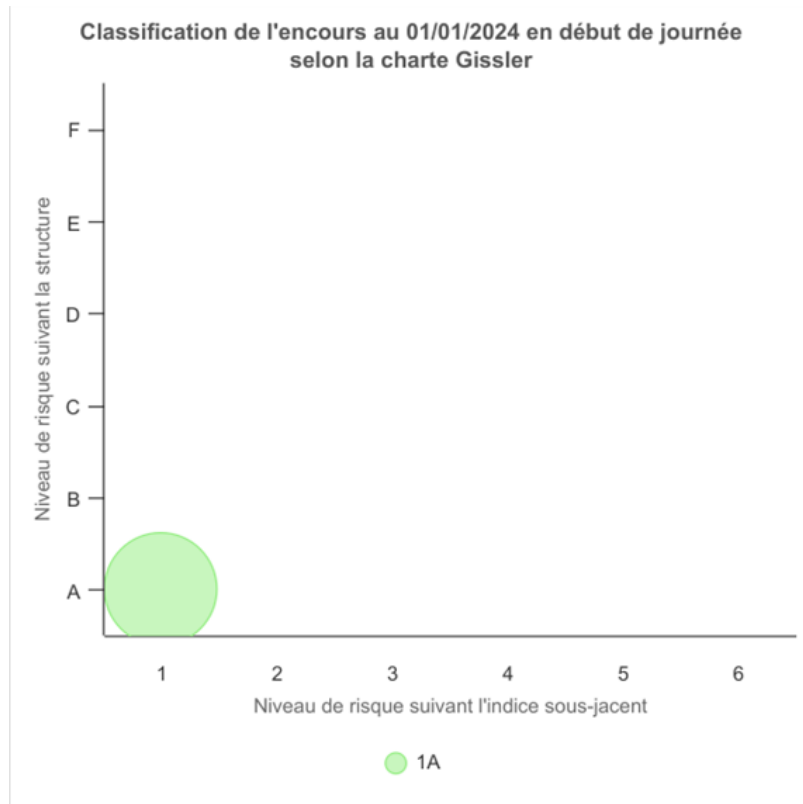
L'endettement

C.Option d'échange (swaption) Cette catégorie regroupe les produits dans lesquels la banque détient une option d'échange (de taux ou de parité) auprès de la collectivité qui devient la contrepartie. Avec les swaptions, la banque se réserve le droit de changer le taux (passer d'un taux fixe à un taux variable le plus souvent) durant la vie de l'emprunt, en fonction des conditions de marché. Selon les dispositions du contrat, la possibilité pour la banque de procéder à un changement de taux peut intervenir soit à tout moment ou être conditionnée par la fluctuation d'un indice (barrière). C'est donc un contrat dans lequel la collectivité est passive.

D.Multiplicateur jusqu'à 3 / multiplicateur jusqu'à 5 capé : la formule de taux fait apparaître un multiplicateur jusqu'à trois. Ainsi, le taux d'intérêt ne correspond plus seulement à l'évolution de l'indice mais à l'évolution multipliée par un chiffre allant jusqu'à 3. Sont classés également dans cette catégorie les contrats incluant un multiplicateur jusqu'à 5 mais contenant un cap (plafond), qui est le taux maximum que la banque et la collectivité s'accordent à appliquer, quel que soit le taux calculé par la formule. Souvent cette formule s'applique dans le cadre d'un écart d'indice : le produit sera alors classé D3. Le multiplicateur peut être négatif (précédé d'un « - »), dans ce cas, l'indice multiplié ou l'écart d'indice multiplié est généralement négatif. Le résultat de la formule de calcul est alors positif.

E.Multiplicateur jusqu'à 5 : la formule de taux fait apparaître un multiplicateur allant jusqu'à cinq.

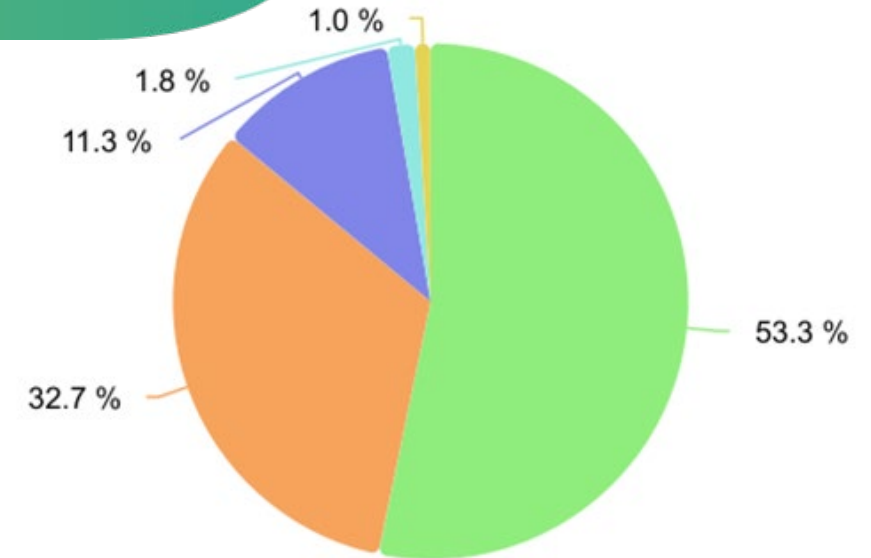
L'endettement




CATEGORIE	ENCOURS AU 31/12/2024	%
1-A	34 191 702,85	100 %
TOTAL	34 191 702,85	100 %

L'endettement

REPARTITION DE L'EMPRUNT SELON LE CAPITAL RESTANT DU, PAR BUDGET

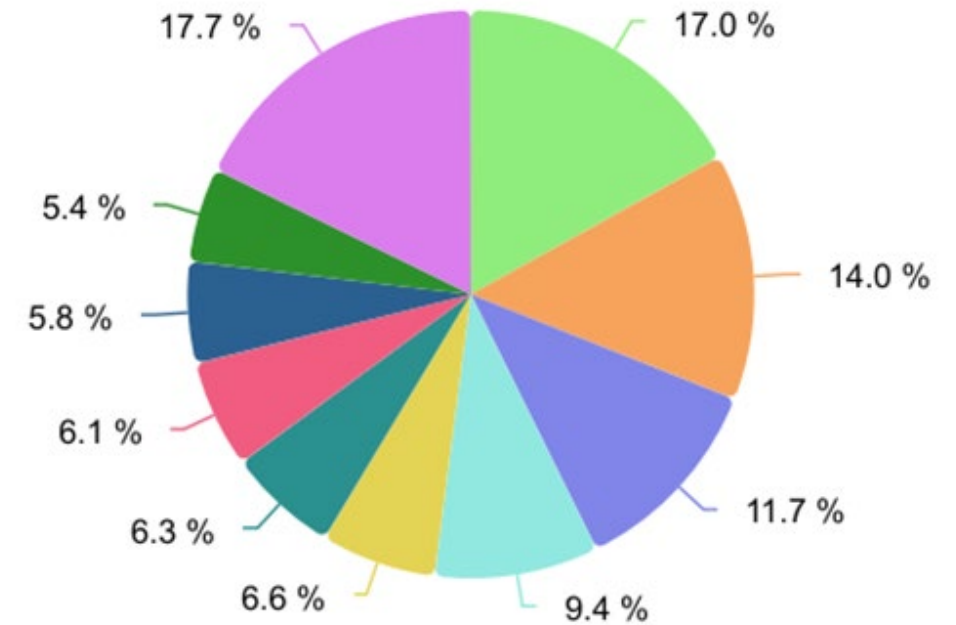


Budget	%	Montant
 Budget Assainissement REGIE CCS	53,27	18 427 661,72
 Budget Général	32,72	11 320 200,71
 Budget Eau POTABLE REGIE CCS	11,28	3 901 671,82
 Budget VALORISATION DES DECHETS	1,76	609 056,26
 Budget Hôtel d'entreprises	0,97	335 971,31
TOTAL		34 594 561,82

L'endettement

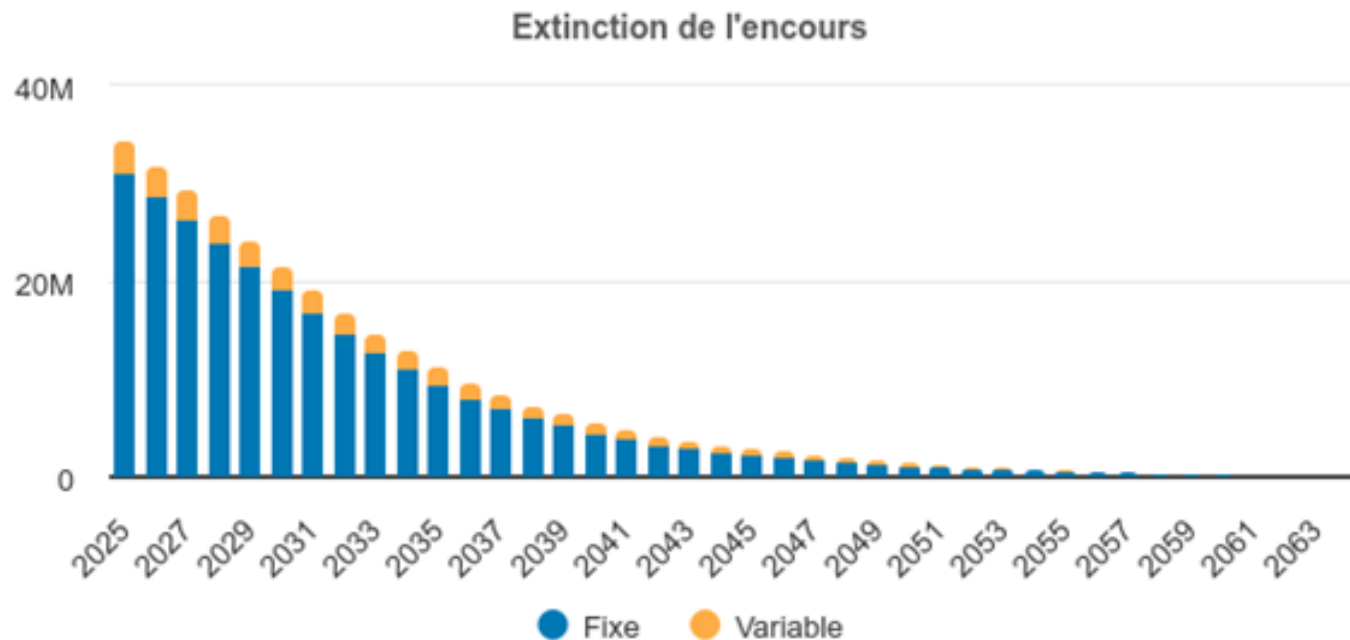
REPARTITION DE L'EMPRUNT PAR ORGANISME PRETEUR

Prêteur	Notation MOODY'S	%	Montant
CREDIT MUTUEL HAUT SUNDGAU	-	16,96	5 868 388,52
LA BANQUE POSTALE	-	14,05	4 859 583,32
CREDIT MUTUEL REGIO PLUS	-	11,69	4 045 797,92
Caisse d'Epargne	-	9,35	3 236 015,79
CREDIT MUTUEL LA FRONTALIERE	-	6,56	2 270 622,02
CREDIT MUTUEL STRASBOURG	-	6,33	2 190 056,08
CDC DR ALSACE	-	6,13	2 121 404,12
Caisse des Dépôts et Consignations	-	5,78	2 000 000,00
Caisse de Crédit Agricole	-	5,38	1 862 489,22
CREDIT MUTUEL REGION ALTKIRCH	-	5,08	1 758 423,69
CREDIT MUTUEL DES DEUX VALLEES	-	4,60	1 591 548,11
CREDIT MUTUEL REGION ILLFURTH	-	3,34	1 156 000,12
C.L.F./DEXIA	-	2,48	858 750,15
Autres	-	2,24	775 482,76
TOTAL			34 594 561,82



L'endettement

L'endettement pluriannuel du budget général jusqu'à extinction de la dette



EXERCICE	ENCOURS
2021	15 366 137,53
2022	14 106 276,94
2023	13 795 442,86
2024	12 549 070,01
2025	11 414 666,06
2026	10 352 920,74
2027	9 442 432,00

BUDGETS ANNEXES

- ➔ Le contexte économique dans lequel intervient le ROB 2020
- ➔ Le contexte national
- ➔ Le contexte local
- ➔ Les perspectives financières de la CCS – BUDGETS ANNEXES

00239 EAU POTABLE

	DEPENSES	RECETTES
FRAIS DE FONCTIONNEMENT	3 940 000	
REMBOURSEMENT AERM	800 000	
INTERETS	146 500	
AMORTISSEMENTS	1 152 000	
PROVISIONS	108 000	
AMORTISSEMENTS		233 000
PRODUITS		5 200 000
DOTATION		10 000
PROVISIONS		107 000
TOTAL	6 146 500	5 550 000

- 596 000 €

EXCEDENT	INVESTISSEMENTS PROPOSES
1 725 978 €	3 M€

Pistes :

- Réduction des travaux
- Augmentation des tarifs ?
- Utilisation de l'excédent

00203 ASSAINISSEMENT

	DEPENSES	RECETTES
FRAIS DE FONCTIONNEMENT	3 200 000	
INTERETS	693 500	
AMORTISSEMENTS	2 510 000	
PROVISIONS	2 000	
AMORTISSEMENTS		850 000
PRODUITS (sans taxes)		4 676 000
DOTATION		10 000
PROVISIONS		3 000
TOTAL	6 405 500	5 539 000

- 866 500 €

EXCEDENT	INVESTISSEMENTS PROPOSES
95 773 €	4 M€ Selon APMED

Pistes :

- Autorisation exceptionnelle pour le recalcul des amortissements
- Augmentation des tarifs
- Report des travaux

00210 VALO DECHETS

	DEPENSES	RECETTES
FRAIS DE FONCTIONNEMENT	7 070 000	
INTERETS	45 000	
AMORTISSEMENTS	225 000	
PROVISIONS	120 000	
AMORTISSEMENTS		15 000
PRODUITS		5 700 000
DOTATION		1 200 000
PRODUIT EXCEPTIONNEL		30 000
PROVISIONS		119 000
TOTAL	7 460 000	7 064 000

- 317 000 €

EXCEDENT	INVESTISSEMENTS PROPOSES
1 672 180 €	755 900 €

Pistes :

- Diminution du coût du traitement des déchets verts
- Augmentation des tarifs
- Utilisation de l'excédent